

Pierre Manent, « *La raison des nations, réflexions sur la démocratie en Europe* »

Un livre brillant dont la fin est légèrement perturbante. Pierre Manent commence par une analyse sévère et détaillée des conséquences – délétères - de la construction européenne sur les nations, mais termine son ouvrage par la présentation d'une autre hypothèse : les nations laïques ne sont pas viables telles quelles et ne pourraient se couper de leurs racines religieuses. Une conclusion abruptement retirée de l'ouvrage pourrait donc être : l'Europe est possible, à la condition d'être chrétienne, l'Europe comme nation n'est concevable que comme nation chrétienne (Pourquoi alors, aussi bien, ne pas fusionner l'Europe et les USA dans une République chrétienne ?)

Je n'oublie pas que Pierre Manent, lecteur de Léo Strauss, a pu s'inspirer de son art d'écrire, et ne viser dans son ouvrage que les dérives de la construction européenne, en appelant à une laïcité moins tendue dans ses rapports avec la religion.

C'est en tout cas ainsi que je décide de comprendre son ouvrage, qui s'ouvre sur un constat : la disparition de la nation française crée un sentiment douloureux, que le philosophe se doit d'expliquer : « *Si notre nation disparaissait soudainement, et que ce qu'elle tient ensemble se dispersât, chacun de nous deviendrait à l'instant un monstre pour lui-même. Ceux qui se croient le plus émancipés de leur nation vivent encore très largement de sa fécondité.* » Ce livre est né de l'inquiétude.

Ce que chacun doit principalement à l'Etat, et qu'il convient donc de ne jamais oublier, c'est la possibilité concrète de l'égalité (« *l'Etat souverain est la condition nécessaire de l'égalité des conditions* »). Sans Etat qui surplombe chacun, comment en appeler en effet à un arbitre ? Comment imposer la justice sans force<sup>1</sup> ? Et sans Etat susceptible, en ramenant tout un chacun à une égale condition, d'instaurer un espace de délibération, point non plus de démocratie (« *si l'état souverain peut n'être pas représentatif, le gouvernement représentatif suppose l'état souverain* »).

Toutes les conséquences de cet affaïssement de l'Etat sont abordées, avec des formules terribles pour stigmatiser l'anomie politique actuelle (cf. ces citations – ci-dessous pour la version PDF, sur le [refoulement](#) de la nation, sur le [projet](#) européen - que les surréalistes pourraient appeler « missile à tête chercheuse sans tête chercheuse », ou sur la [technocratie](#) d'aujourd'hui).

L'alarme lancée par Pierre Manent est forte, et seuls les mauvais lecteurs minimiseront la portée de ce qu'il décrit.

Vient cependant le chapitre final, intitulé « la religion ». Et là, Pierre Manent opère un glissement dans sa démonstration. Alors que l'Union européenne - mais aussi l'Etat providence, dans une mesure bien moindre – apparaissait comme l'une des causes et des formes principales de l'affaïssement des nations européennes, la laïcité est également attaquée. En poussant son raisonnement, le philosophe ferait sienne l'idée que la loi ne peut être que religieuse pour être légitime, et que les nations ne seront solides qu'à la condition d'être assises sur une religion.

L'Etat laïc pour lui, ne peut être assis que sur un sentiment de communauté assis sur le sacré, le religieux (« *nous oublions que l'installation de l'Etat neutre et laïque suppose la formation préalable d'une nouvelle communauté sacrée, la nation précisément. [...] pour que l'Etat laïque devînt possible, il était nécessaire que « la France » eût remplacé « la France toute catholique ».* »)

Le temps disjoint ce lien entre communauté religieuse, sacrée, et communauté nationale. Et la

---

<sup>1</sup> Ce qui amène Pierre Manent, très logiquement, à voir aussi, dans l'abolition de la peine de mort, une marque du retrait de l'Etat. Et l'église catholique ne soutiendrait l'abolition de la peine de mort, selon lui, que dans le but d'affaiblir les Etats.

désacralisation de la nation, quelle qu'en soit la raison, transforme l'Etat en simple échelon technique de gouvernement, pas moins ou pas plus légitime qu'un conseil de quartier, un conseil municipal ou un parlement européen.

En conséquence, « *les communautés jusque-là subordonnées à la nation s'en détachent et aspirent à se suffire à elles-mêmes.* »

Il suffit d'ouvrir le journal pour comprendre que n'importe quel fait divers révèle aujourd'hui le désarroi national ainsi décrit de façon radicale – au sens premier. Tout incident impliquant un membre d'une communauté, noire, juive ou maghrébine, tend à provoquer de nouvelles querelles communautaires, comme si, déjà, l'arbitrage de l'Etat et de sa justice devait s'avérer insuffisant.

Dans ce chapitre « religion », la cause réelle de l'effondrement de l'Etat devient, non pas l'Europe, mais l'impossible laïcité. Léo Strauss est longuement cité comme ayant, à travers un argument sur l'impossible intégration du peuple juif à une nation non-juive, montré qu'au fond, nation et religion doivent coïncider pour qu'une nation soit stable.

Cela me paraît simplement faux. Peut-être suis-je optimiste, mais je crois que la définition de la démocratie que retient l'auteur conduit à un pessimisme injustifié. Pour lui, suivant en cela Tocqueville, la démocratie c'est l'égalité des conditions. J'en retiens plutôt une définition pratique, celle du règne de la majorité, tempéré par le respect des droits de l'Homme (dans une version stricte, la déclaration de 1789).

Donc, dans une démocratie laïque, naturellement la religion majoritaire est privilégiée, par une sorte de plébiscite de tous les jours (personne en France ne proteste parce que les cantines servent du poisson le vendredi), par les institutions (financement public de l'école privée), par le droit (interdiction de campagnes de publicité « offensantes »).

Et de la même façon, personne n'aurait dû s'insurger parce qu'en Algérie les élections avaient porté le FIS au pouvoir en 1991, et clamer que leur intention d'imposer le voile était une atteinte à la démocratie (au passage, essayez aujourd'hui de porter un short lorsque vous êtes stagiaire en entreprise, en France. Vous serez licencié, comme une aide comptable dont le chemisier transparent était " *de nature à susciter un trouble dans l'entreprise* " (Chambre sociale de la Cour de cassation, 22 Juillet 1986). Les femmes algériennes auraient pu prendre leur revanche dans une élection ultérieure. Maintenant elles n'ont guère plus de liberté et l'Algérie n'est toujours pas une démocratie.

Pourquoi ce détour ? Parce qu'en quelques pages, Pierre Manent argue que l'Islam serait peu compatible avec la démocratie et qu'en conséquence, la Turquie ne saurait intégrer l'Europe. Même si je trouve absurde la construction européenne, j'inclus la Turquie dans les pays qui devraient intégrer une Union réduite à sa juste place. Après tout, la Turquie est aussi laïque que la France, pas plus brutale en matière policière que d'autres futurs intégrés, et déjà membre, comme la Russie, du Conseil de l'Europe. Bref, je refuse l'idée que l'Europe serait acceptable à condition d'être enfin officiellement un club chrétien – idée que semble caresser Pierre Manent (« [...] *il ne s'agit pas de mettre le nom chrétien sur les étendards. Il s'agit de continuer l'aventure européenne [...]*). Selon lui, « *la promesse de communion contenue dans la proposition chrétienne, et d'abord déployée dans l'empire chrétien et l'Église romaine, chaque nation l'a réfractée dans ses moeurs et dans sa langue pour une appropriation plus intime, jusqu'à absorber l'Église dans la nation chrétienne, jusqu'à transformer la nation en Eglise.* » Telle serait la vérité des nations d'Europe. Sans du tout renier l'importance de notre héritage chrétien, qu'à titre personnel j'ai longtemps méconnu,

j'inverserais la proposition finale. C'est bien l'Église qui a été transformée en nation(s)<sup>2</sup>, non l'inverse, et je crois cette transformation durable, pour peu que les églises acceptent le jeu démocratique et laïque. Croyant à ce caractère durable, je ne pense pas que les nations européennes aient besoin de s'appuyer sur une commune âme chrétienne, pour justifier ainsi le mouvement d'intégration entamé en 1957, qui devient chaque jour plus injustifiable. Et je ne suis pas certain que Pierre Manent y croie lui-même.

Edgar

Voir un long [entretien](#) avec Élisabeth Levy, dans Le Point. Elle a lu ce livre et l'a compris. Alexis Lacroix, dans Le Figaro, en donne une [interprétation](#) nettement plus « européiste », selon laquelle Pierre Manent n'appellerait au fond qu'à une sorte de « ressaisissement » européen. Je ne crois pas que quelqu'un qui revêt les institutions européennes de l'appellation toute orwellienne, d'« *agence humaine centrale* », ait en tête des idées aussi banales.

Version papier, les citations évoquées plus haut :

#### [Maastricht](#)

"Pendant une longue période, nos nations et l'Europe se développèrent ensemble. A partir d'un point qu'il n'est pas aisé, ni d'ailleurs nécessaire, de situer exactement, mais qu'il est commode de désigner comme le moment de "*Maastricht*", l'entreprise européenne subit un infléchissement décisif. L'instrument se détacha des corps politiques nationaux. L'artifice prit une vie propre. "L'Europe" cristallisa en une Idée dotée d'une légitimité supérieure à toute autre et munie de mécanismes institutionnels capables de recomposer tous les aspects de la vie des Européens. Ceux-ci se trouvèrent pris dans une "finalité sans fin" qui n'avait plus de sens politique, et dont le seul avenir était une extension indéfinie que personne ne savait plus ni où ni comment on pourrait l'arrêter. Nous en sommes là."

#### [Despotisme](#)

"Le temps est revenu du despotisme éclairé, désignation exacte pour la somme d'agences, administrations, cours de justice et commissions, qui, dans le désordre mais d'un esprit unanime, nous donnent de plus en plus méticuleusement la règle."

#### [Nationalisme](#)

"Nous sommes séparés de notre histoire politique par le rideau de feu des années 1914-1945. Avant : une histoire coupable puisqu'elle culmine dans la boue des Eparges et sur la rampe d'Auschwitz. Après : nous voici resurgis, sans baptême ni conversion, dans le vêtement blanc d'une démocratie enfin pure, c'est-à-dire *non nationale*, dont le seul programme politique est de garder son innocence. Il nous faut franchir le rideau de feu. Il nous faut rétablir l'intelligence de la continuité de l'histoire européenne, au lieu de supposer que nous sommes sortis, il y a cinquante ans - disons au moment de la formation des premières institutions européennes - de longs siècles de paganisme national."

---

2 Après d'ailleurs avoir été transformée par Constantinople, puis par Luther, d'Eglise chrétienne en églises catholique, orthodoxe et protestante.